



CONFÉRENCE

JEUDI 21 MARS 2024

18 h 00 à 19 h 00

INFOGREFFE.FR

**La data mise à disposition des
professionnels du droit**

Animateur :

Jean-François DOUCÈDE

Vice-Président d'Infogreffe

et Greffier associé au tribunal de commerce de Bobigny



CLUB

**VISIO
CONFÉRENCE**



Les Greffiers des Tribunaux de Commerce, au service des professionnels du droit et des entreprises.

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Entrepreneurs de service public, déléataires de la puissance publique de l'Etat:

A la croisée des mondes judiciaires et économiques, dans le cadre d'une délégation de service public.

Véritables « Officiers d'état civil des entreprises » contribuant à **la sécurité juridique** et à la **transparence** de la vie économique.

Notre mission : intervenir à chaque moment important de la vie de l'entreprise.

Assistance des
juges

Accompagnement
des justiciables

Accompagnement des
entreprises



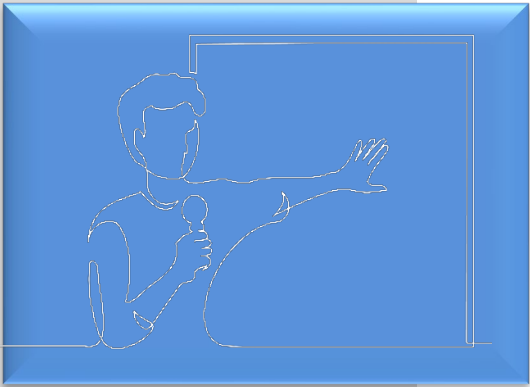


L'expertise des Greffiers des Tribunaux de Commerce au service des enjeux de police économique :

- ✓ Le Greffier du Tribunal de Commerce garant des informations contenues dans les registres légaux R123-94 du code de commerce.
- ✓ Le Registre du Commerce et des Sociétés, connecté aux 141 Greffes des Tribunaux de Commerce de France.

<https://www.infogrefe.fr/>

- ✓ Registre de publicité légale des entreprises dont les actes sont certifiés par un officier public et ministériel.



Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



- **Importance, en lien avec le thème de ce jour, des trois mesures ci-après résultant de la loi PACTE du 22 mai 2019, avec plein effet prévu à compter du 1er janvier 2023 :**

- ✓ **Un guichet unique électronique des formalités :**

Un guichet unique électronique pour les formalités de création, modification et cessation des entreprises.

Organisme unique désigné par décret en Conseil d'Etat : l'INPI (décret 2021-300 du 18 mars 2021).
Régi par les articles L. 123-33 et R. 123-1 à R. 123-30-13 du code de commerce

- ✓ **Un registre national des entreprises :**

Registre électronique commun à toutes « les entreprises exerçant sur le territoire français une activité de nature commerciale, artisanale, agricole ou indépendante ».

Également tenu par l'INPI.

Régi par les articles L. 123-36 à L. 123-57 du code de commerce.





Le législateur a laissé subsister d'autres Registres, en dehors du Registre National des Entreprises, dont deux particulièrement importants :

- **Le RCS pour des raisons de sécurité juridique, tenant notamment aux contrôles des greffiers et à la valeur authentique de leurs actes.**
- Le répertoire SIRENE, tenu par l'INSEE, en raison de son caractère universel pour toutes les entreprises, et son importance économique tenant à la valeur stratégique de sa base de données.

✓ **Un registre des sûretés mobilières (RSM) :**

- Le RSM est un Registre tenu par le greffier de chaque tribunal de commerce.
Régi par les articles R. 521-1 à R. 521-34 du code de commerce (issu du décret 2021-1887 du 29 déc. 2021).

Une centralisation attendue depuis longtemps des multiples registres et répertoires tenus par les greffes de commerce (nantissements de fonds de commerce, d'outillage ou équipements, warrants pétroliers ou industriels etc.) ou civils (warrants agricoles par ex.) ou encore par d'autres autorités (par exemple les douanes pour les hypothèques maritimes).





Le Registre du Commerce et des Sociétés (RCS):

La confiance juridique au service des entrepreneurs et des professionnels du droit

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Effets juridiques rattachés au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) :

- Opposabilité aux tiers des inscriptions et des actes publiés au RCS.
- Acquisition de la personnalité morale.
- Présomption de commercialité.
- Propriété commerciale.
- Certification de l'information par un officier public et ministériel.
- Pouvoir d'injonction du Juge Commis ou du Président du Tribunal de Commerce.

Greffier du Tribunal de Commerce de Vincennes
217 avenue de Paris
94000 Vincennes
N° de gestion 0123A456B

Cade de vérification : A1e2qy3
https://www.infogrefe.fr/consulte



Extrait Khis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 29 janvier 2024

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Inmatriculation au RCS, numéro	123 454 987 R.C.S. Vincennes
Date d'immatriculation	25/11/2015
Dénomination ou raison sociale	ENTREPRISE SPECIMEN
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Capital variable (minimum)	50 000,00 Euros
- Mention n° 149 du 22/09/2023	CONTINUATION DE LA SOCIÉTÉ
Adresse du siège	57 avenue de la ville spécimen 100000 Ville Specimen
Nomenclature d'activité française (code NAF)	00000
Durée de la personne morale	Indéfinie 01/01/2000
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Dénomination	ENTREPRISE SPECIMEN
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	57 avenue de la ville spécimen 100000 Ville Specimen
Inmatriculation au RCS, numéro	123 454 987 R.C.S. Vincennes
Commissaire aux comptes titulaire	
Dénomination	AUDIT SPECIMEN
Forme juridique	Société anonyme
Adresse	57 avenue de la ville spécimen 100000 Ville Specimen
Inmatriculation au RCS, numéro	654 987 123 R.C.S. Vincennes
Commissaire aux comptes titulaire	
Dénomination	ASCC SPECIMEN
Forme juridique	Société anonyme
Adresse	57 avenue de la ville spécimen 100000 Ville Specimen
Inmatriculation au RCS, numéro	123 454 987 R.C.S. Vincennes

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

R.C.S.Vincennes - 30/01/2024 - 13:59:30 page 1/1

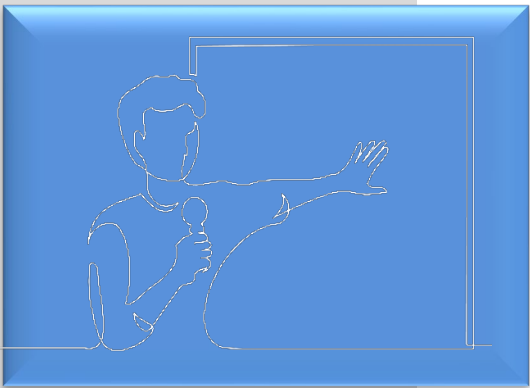
Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence

Les diligences de police économique réalisées par les Greffes des Tribunaux de Commerce :

- ✓ **L'information déclarée fait l'objet de contrôles et de vérification par le Greffier**
(R123-95 et suivants du code de commerce)
- contrôles de compétence, contrôle de conformité, contrôle de régularité, contrôle de légalité, contrôle de compatibilité.
- vérification des déclarations (DOCVERIF, archipel, FNIG, casier judiciaire, autorisation d'exercice)
- mission de police économique (son expertise est au service des différents enjeux)

**Le non-respect des conditions légales et réglementaires
= refus des formalités IMR au RCS.**





✓ **L'information déclarée fait l'objet d'un contrôle permanent du greffier qui a un pouvoir coercitif (R123-100, L123-3 du code de commerce)**

- mention d'office R123-125 et R123-125 al2, radiation d'office
- mention de faux documents porté au KBIS R123-125-1et radiation R123-136-1
- suivi des activité règlementées mention R123-96 du code de commerce;
- retrait des activités artisanales mention R123-96-1 du code de commerce
- mention des déclarations de divergences BE R561-64 du CMF reçues dans le cadre des signalements des autorités désignées L561-47-1 du CMF

« Le greffier mentionne d'office au registre la divergence signalée en application de l'article L. 561-47-1 et précise les informations relatives au bénéficiaire effectif sur lesquelles porte cette divergence. La mention est supprimée d'office dès que la société ou l'entité immatriculée a procédé ou fait procéder à la rectification de ces informations ».

✓ **Le Greffier du Tribunal de Commerce est tenu de mentionner d'office au RCS d'éventuelles modifications suite à des procédures collectives ou des sanctions commerciales.**

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence





Le GIE Infogreffe, au service des entrepreneurs pour entreprendre en confiance.

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Créé en 1986, Infogreffe est le G.I.E. des greffes des tribunaux de commerce de France dont l'objet principal est d'assurer le prolongement d'une de leurs missions :

la diffusion de l'information légale des entreprises inscrites dans les registres légaux tenus par les 141 greffes de tribunaux de commerce de métropole et de région et département d'outre-mer.

Sa création est prévue par les dispositions de l'article R741-5 du code de commerce.

Ses missions:

- Diffuser l'information légale des entreprises
- Accompagner au développement des entreprises
- Œuvrer pour la transparence du monde des affaires
- Accompagner la dématérialisation de la justice commerciale



Infogreffe en quelques chiffres :

- Portail en ligne des 141 greffes des tribunaux de commerce français.
- Une plateforme tout en un pour créer et administrer votre entreprise intégrant des partenaires triés sur le volet 5 millions d'actes juridiques traités chaque année par les greffiers.
- Plus de 14 millions d'utilisateurs et 250 millions de pages vues en 2023.
- Plus de 1 millions de formalités reçues par Infogreffe en 2023 dans le cadre des procédures de secours en raison des dysfonctionnements du Guichet Unique.

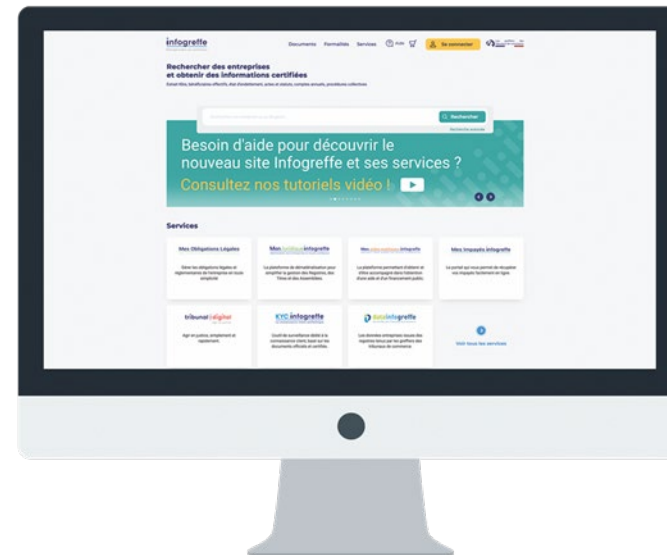


La plateforme Infogreffe.fr :

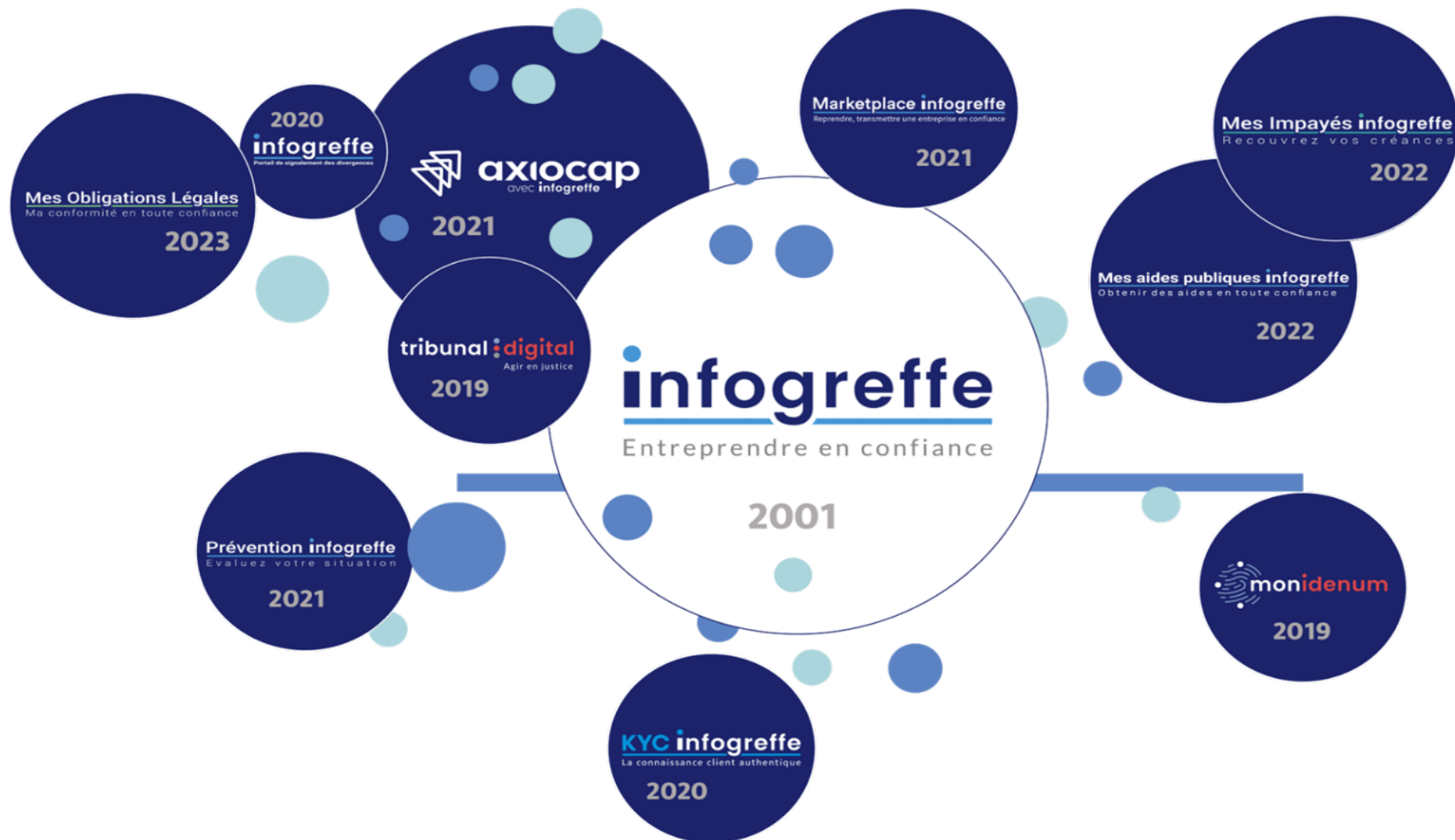
Une plateforme web pour :

- Diffuser l'information légale des entreprises.
- Faciliter leur développement.
- Œuvrer pour la transparence du monde des affaires.
- Accompagner la dématérialisation de la justice commerciale.

<https://infogreffe.fr/>



La galaxie de services
d'Infogreff :





La plateforme Infogreffe.fr : des informations certifiées sur les entreprises pour les professionnels du droit

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Une complétude documentaire sur le portail Infogreffe.fr :

The screenshot displays the Infogreffe.fr website interface. At the top, there is a navigation bar with the Infogreffe logo, a search bar, and links for Documents, Formalités, Services, Aide, and Se connecter. Below the navigation bar, a breadcrumb trail shows 'Accueil > Documents officiels'. The main content area features six document categories, each with a description and a 'Commander' button with a right-pointing arrow:

- Dossier complet**: Procurez-vous l'ensemble des documents disponibles sur une entreprise : kbis, historique des modifications, statuts, état d'endettement, procédure collective, comptes annuels...
- Extrait kbis**: Carte d'identité de l'entreprise, l'extrait Kbis est le seul document officiel attestant de son existence légale et regroupant des informations à jour la concernant.
- Actes et statuts**: Les statuts, actes et procès-verbaux vous permettent de connaître l'identité des associés et les décisions importantes prises par les associés et leurs dirigeants.
- État d'endettement**: L'état d'endettement permet de s'assurer de la bonne santé financière d'une entreprise. Indispensable pour sécuriser son environnement d'affaires.
- Historique des modifications**: L'historique des modifications au RCS vous donne accès à l'ensemble des modifications apportées à l'entreprise immatriculée au RCS.
- Comptes annuels**: Ces documents résument le bilan financier d'une entreprise, son passif et son actif, à un moment donné. Un outil essentiel pour analyser la performance financière d'une société.

At the bottom of the visible grid, the category 'Procédures collectives' is partially visible.

Des informations certifiées sur les entreprises :

infogreffe Rechercher... Documents Formalités Services Aide SS Les greffiers des tribunaux de commerce

< Revenir aux résultats de recherche Accueil > Rechercher une entreprise > **Entreprise : Infogreffe, 338 885 718**


Identité **Documents** Dirigeants Bénéficiaires effectifs Analyse financière Établissements

Documents [Voir les frais de livraison](#) **Dossier complet**

+ KBIS ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Historique des modifications ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Etat d'endettement ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Actes et statuts ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Comptes annuels ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Procédures collectives ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Situation judiciaire ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+ Dossier Complet ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier

[Voir les annonces BODACC](#)

Vérifiez la situation judiciaire d'une entreprise et son caractère in bonis :



[Documents](#)
[Formalités](#)
[Services](#)
[Aide](#)
[Se connecter](#)


< Revenir aux résultats de recherche > Accueil > Rechercher une entreprise > Entreprise : Ecobati 75, 897 665 162

Identité	Documents	Dirigeants	Bénéficiaires effectifs	Analyse financière	Établissements
+	Actes et statuts ⓘ		Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+	Comptes annuels ⓘ		Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
+	Procédures collectives ⓘ		Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
-	Situation judiciaire ⓘ		Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
	Saisine De Mme La Procureure/sas Ecobati 75 Procédures collectives, Tribunal de Commerce de Bobigny - Jugée le 25/05/2023		2,24 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Congés Intempéries Btp - Caisse De L'ile De France / Sas Ecobati 75 Fond, Tribunal de Commerce de Bobigny - Jugée le 07/02/2023		2,24 €		<input type="checkbox"/>
+	Dossier Complet ⓘ		Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier

[Voir les annonces BODACC](#)

Vérifiez la situation judiciaire d'une entreprise et son caractère in bonis :

N° de Minute : 2022P00063

REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOBIGNY
3ème CHAMBRE

N° RG : 2021P01290

Le 20 Janvier 2022,
A ETE MIS A DISPOSITION LE PRESENT JUGEMENT.

DEMANDEUR

LE MINISTERE PUBLIC
173 Av PV Couturier
93008 BOBIGNY CEDEX

DEFENDEUR

SARL TIGER CLEAN NETTOYAGE
Adresse légale :
181 Av Des Nations
93290 TREMBLAY EN FRANCE FRANCE
N° Registre du Commerce 9301 / 830315883 / N° de Gestion : 2017 B 5842
Représentant Légal : M. Anita LEELAH 10 Av Du Chateau 95500 Thillay
non comparant

Délibéré par :

Président : M. Claude DUFAUR

Juges : M. Nicolas De BLIGNIERES
M. Thierry FARSAAT

Greffier, lors des débats : M. KERKACHE Benoît, Commis Assermenté

En présence de Mme Isabelle MINGUET, Procureure de la République adjointe,

Débats en Chambre du Conseil le 12 Janvier 2022



LIQUIDATION JUDICIAIRE IMMEDIATE SUR SAISINE D'OFFICE

N° de PC : 2022J00044

Le Président du Tribunal de Commerce, à la requête de Mme la Procureure de la République, a fait citer à l'audience de Chambre du Conseil du 12 Janvier 2022 à 10h00, le débiteur par acte en date du 9 Décembre 2021 signifié par procès-verbal de recherches infructueuses et convoqué en lettre simple à l'adresse du dirigeant afin de vérifier si la SARL TIGER CLEAN NETTOYAGE ne se trouvait pas en état de cessation des paiements et s'il ne convenait pas d'ouvrir une procédure de redressement judiciaire ou, à titre subsidiaire, de liquidation judiciaire.

A cette signification était jointe la requête du Ministère Public indiquant les faits justifiant la saisine. La procédure a été communiquée à Mme La Procureure de la République qui a été avisée de la date de l'audience. Les Représentants du Comité d'Entreprise ou à défaut Les Délégués du Personnel ont également été invités à se présenter en ladite Chambre du Conseil.

Aux motifs que :

L'état des privilèges et inscriptions, arrêté à la date du 19 Octobre 2021, montre que la société a fait l'objet de 9 inscriptions entre le 13 Juin 2019 et le 12 Mars 2020 de privilèges généraux, ceci pour un montant total de 55 653€. Ces inscriptions démontrent que la société n'est pas en mesure de faire face à ses créances fiscales et sociales échues ;

L'entreprise a fait l'objet depuis un an d'une injonction de payer pour un montant total de 7 492€, ce qui démontre qu'elle est dans l'incapacité de faire face, avec son actif disponible, au passif exigible ;

La société n'a pas procédé, malgré ses obligations légales, à la publication de ses comptes annuels pour le dernier exercice social. Cette situation est de nature à laisser présumer qu'elle n'est pas en mesure, en raison de ses difficultés financières, de faire face à ses obligations de tenue d'une comptabilité obligatoire. L'absence de comptes annuels est en outre de nature à aggraver la situation de ses créanciers, tenus dans l'ignorance de l'importance de ses difficultés financières ;

Attendu que le Greffier du Tribunal de Commerce, à travers ses différentes diligences a constaté que l'entreprise n'était plus domiciliée à l'adresse déclarée au registre du commerce. Cette situation démontre que la société n'est plus en mesure de répondre utilement à ses créanciers ou aux administrations fiscales et aux organismes sociaux, qu'elle se dérobe à ses obligations de transparence et de publicité légale relative à son siège et à ses dirigeants et que la poursuite de son exploitation est de nature à aggraver la situation de ses créanciers ;

Attendu que cette situation apparaît relever des dispositions de l'article L. 631-1 du Code de Commerce, la société étant apparemment dans l'incapacité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible en l'absence d'activité ;

Qu'au regard des éléments qui précèdent, le débiteur apparaît dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible, au sens de l'article L.631-1 du Code de Commerce.

La débitrice inscrite au RCS de BOBIGNY : 830315883 / N° de Gestion : 2017 B 5842 a pour activité : Toutes prestations de nettoyage. Exerçant sous la forme de SARL, elle est donc commerciale de par sa forme et son objet.

A l'audience de Chambre du Conseil du 12 Janvier 2022 :

M. Anita LEELAH ayant la qualité de Gérant de la société défenderesse n'a pas comparu en Chambre du Conseil

Personne ne s'est présenté au nom du personnel.

Le Ministère Public a été avisé de la date de l'audience, la procédure lui ayant été communiquée.

Madame Isabelle MINGUET, Procureure de la République adjointe, requiert la liquidation judiciaire de la société.

Le jugement a été mis en délibéré, les parties ont été avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de Procédure Civile que le jugement sera prononcé par mise à disposition au Greffe le 20 Janvier 2022 à 14h00.

Il résulte :

Qu'en l'absence de tout document comptable, il ne peut être identifié l'existence d'un actif disponible au regard des créances exigées ; que le débiteur dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible, est donc en état de cessation des paiements ;

Que la société exerce de manière irrégulière et non localisée à son adresse légal ;

Compte tenu de la carence du dirigeant ;

En ne se présentant pas, l'entreprise n'apporte aucun élément au Tribunal pour démontrer sa capacité à faire face à son passif exigible sans possibilité de redressement ;

Que le débiteur est dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible et est donc en état de cessation des paiements.

Qu'aucune perspective de redressement ou de cession n'existant, le débiteur est justiciable d'une procédure de liquidation judiciaire sans maintien d'activité ;

Il échet dans ces conditions de faire application de la procédure de liquidation en statuant dans les termes ci-après.

3

N° de PC : 2022J00044

DECISION

Le Tribunal, après en avoir délibéré, statuant par jugement réputé contradictoire et en premier ressort

Exécutoire de plein droit,

Ouvre une procédure de liquidation judiciaire immédiate sans maintien de l'activité à l'égard de :

SARL TIGER CLEAN NETTOYAGE
Adresse légale :
181 Av Des Nations 93290 TREMBLAY EN FRANCE FRANCE
N° RCS de BOBIGNY : 830315883 / N° de Gestion : 2017 B 5842
Activité : Toutes prestations de nettoyage.

Fixe au 22 Janvier 2024 le délai au terme duquel il examinera la clôture de la procédure.

Dit que la notification du présent jugement vaut convocation en vue de la clôture et invite le greffier à aviser en lettre simple le débiteur de la date et heure de l'audience à cette fin.

Le Tribunal nomme :

Juge Commissaire : M. Claude DUFAUR.

Mandataire Liquidateur : SELARL BALLY M.J. 69 Rue d'Anjou 93000 BOBIGNY.

Le Tribunal confie au liquidateur la mission de réaliser l'inventaire dans cette procédure.

Fixe provisoirement au 10 Juin 2021 la date de cessation des paiements motivée par une injonction de payer devenue définitive.

Dit que la liste des créances devra être établie dans le délai de 15 mois à compter de la publication du présent jugement.

Impartit aux créanciers pour la déclaration de leurs créances un délai de 2 mois à compter de la publication du présent jugement au BODACC.

Dit que la publicité du présent jugement sera effectuée sans délai nonobstant toute voie de recours.

Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de liquidation judiciaire et les liquides.

La minute du présent jugement est signée par :

M. Claude DUFAUR, Président
Et M. Benoit KERKACHE, commis assermenté

Vérifiez l'état d'endettement d'une entreprise :

infogreffe Rechercher... Documents Formalités Services Aide [Se connecter](#)

[< Revenir aux résultats de recherche](#) Accueil > Rechercher une entreprise > **Entreprise : Infogreffe, 338 885 718**

Identité **Documents** Dirigeants Bénéficiaires effectifs Analyse financière Établissements

-	Etat d'endettement ⓘ	Prix HT	Format électronique ⓘ	Nombre d'exemplaires papier
	Etat d'endettement complet	53,76 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
+	Etat d'endettement partiel	(par type d'inscription) 2,24 €		

Pour recevoir un état d'endettement certifié délivré par le greffe, veuillez sélectionner le mode Courrier pour les catégories d'inscriptions souhaitées.
La réquisition d'un état d'endettement complet nécessite un complément de délivrance par courrier ; toutes les catégories n'étant pas à ce jour disponibles au format électronique.

(1) Ces suretés constituées avant le 01/01/2022 restent inscrites dans leur registre initial jusqu'à leur péremption ou radiation.
(2) Depuis le 01/01/2022, la publicité des nantissements judiciaires de parts de société civile est opérée uniquement par le dépôt en annexe au RCS de l'acte de nantissement signifié.

Vérifiez l'état d'endettement d'une entreprise :

[Documents](#)
[Formalités](#)
[Services](#)
[Aide](#)
[Se connecter](#)

[< Revenir aux résultats de recherche](#)
[Accueil >](#)
[Rechercher une entreprise >](#)
Entreprise : Infogreffe, 338 885 718

Identité	Documents	Dirigeants	Bénéficiaires effectifs	Analyse financière	Établissements
Gages sans dépossession (à l'exception des gages portant sur un véhicule terrestre à moteur ou une remorque immatriculée)	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Y compris Gage des stocks pris antérieurement au 01/01/2022	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Y compris Nantissements de l'outillage et du matériel pris antérieurement au 01/01/2022	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Nantissements conventionnels de parts de sociétés civiles, SARL, SNC	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Privilège du vendeur de fonds de commerce	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Nantissements conventionnels et judiciaires de fonds de commerce, artisanal, agricole	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Déclarations de créances en cas d'apport de fonds de commerce	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Hypothèques maritimes à l'exception de celles enregistrés au RIF					<input type="checkbox"/>
Actes de saisies des navires à l'exception de ceux enregistrés au RIF					<input type="checkbox"/>
Acte ou jugement translatif, constitutif ou déclaratif de propriété ou de droits réels portant sur un bateau					<input type="checkbox"/>
Hypothèques fluviales					<input type="checkbox"/>
Actes de saisie de bateaux					<input type="checkbox"/>
Mesures d'inaliénabilité décidées par le tribunal (L. 626-14 et L. 642-10 du code de commerce)	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Contrats de location et clauses de réserve de propriété en matière mobilière	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Privilèges du Trésor	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>

Vérifiez l'état d'endettement d'une entreprise :

infogreffe Rechercher... Documents Formalités Services Aide Se connecter

[< Revenir aux résultats de recherche](#) Accueil > Rechercher une entreprise > **Entreprise : Infogreffe, 338 885 718**

Identité	Documents	Dirigeants	Bénéficiaires effectifs	Analyse financière	Établissements
Privilèges du Trésor	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Warrants agricoles	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Opérations de crédit-bail en matière mobilière	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Saisie pénale de fonds de commerce	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêtés pris en application des articles L. 184-1 ou L. 511-11 code de la construction et de l'habitation	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Protêts et certificats de non-paiement	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Apports de trésorerie et délais de paiement autorisés par le juge-commissaire	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Warrants autres qu'agricoles (pétroliers, hôteliers et industriels) (1)	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pour recevoir un état d'endettement certifié délivré par le greffe, veuillez sélectionner le mode Courrier pour les catégories d'inscriptions souhaitées.
La réquisition d'un état d'endettement complet nécessite un complément de délivrance par courrier ; toutes les catégories n'étant pas à ce jour disponibles au format électronique.

(1) Ces suretés constituées avant le 01/01/2022 restent inscrites dans leur registre initial jusqu'à leur péremption ou radiation.
(2) Depuis le 01/01/2022, la publicité des nantissements judiciaires de parts de société civile est opérée uniquement par le dépôt en annexe au RCS de l'acte de nantissement signifié.

Vérifiez l'état d'endettement d'une entreprise :

Greffes du tribunal de commerce de Bobigny
1-13 rue Michel de l'Hôpital, 93030 BOBIGNY CEDEX
09.00 - 12.30, 13.30 - 16.30
E-mail : info@greffe-bobigny.fr
www.greffe-bobigny.fr - www.infogreffe.fr

1 / 5

Etat des inscriptions

Du chef de :
Adresse demandeur :
N° d'identification :
Ainsi dénommé, qualifié, domicilié et orthographié, et non autrement
A la demande de : VAUBAN SANTE SAS

Etat des inscriptions de pages sans dépossession

Articles R. 523-2, 1° du code de commerce (Décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006 (abrogé) hors la partie du 12 de l'annexe 12 de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la mise en œuvre de l'article 2187 du décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006)

Néant

Etat des inscriptions de nantissements conventionnels de parts sociales (sociétés civiles, SARL, SNC)

Articles 1866 et 1855 du code de commerce (Décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006 (abrogé) hors la partie du 12 de l'annexe 12 de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la mise en œuvre de l'article 2187 du décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006)

Néant

Etat des inscriptions de privilèges du vendeur de fonds de commerce

Articles L. 242-6 du code de commerce et R. 523-2, 3° du code de commerce

Néant

Etat des inscriptions de nantissements (conventionnels et judiciaires) du fonds de commerce

Articles L. 523-2, L. 523-2 (1) L. 523-2 et R. 523-2, 4° du code de commerce (Décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006 (abrogé) hors la partie du 12 de l'annexe 12 de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la mise en œuvre de l'article 2187 du décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006)

N° d'inscription du greffe (n°)	Date de péremption	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) :	11/11/2030	488 909,00 Euros

Pour état conforme aux registres tenu au greffe du tribunal de commerce de Bobigny
Délivré le : 14/04/2023 à 12:01:34
Etat du chef de :
Requis par :

Le greffier

2 / 5

Adresse :
Au profit de : LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES, Service des impôts des entreprises, 21 Rue Philippe Lebon 93801 Livry-Gargan Cedex
Domicile élu : Le constituant et le bénéficiaire font élection de domicile en leur domicile et adresse respectifs
Description du fonds : Un fonds de commerce de : clinique
Nature du fonds : Commercial
Acte :
Type de l'acte : Acte sous seing privé
En date du : 15/06/2020
Date d'enregistrement : 07/07/2020
Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non
Observations : date de l'acte constitutif : le 15 juin 2020 et acte litératif de nantissement de fonds de commerce en date du 20 octobre 2020.

Etat des inscriptions de déclarations de créances

Articles L. 543-22 du code de commerce et R. 523-2, 5° du code de commerce

Néant

Etat des inscriptions de mesures d'inaliénabilité

Articles R. 523-2, 11°, R. 626-25, R. 633-35 et R. 642-32 du code de commerce

Néant

Etat des inscriptions de contrats portant sur un bien ayant fait l'objet d'une publicité

Articles R. 523-2, 12°, L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce

N° d'inscription du greffe : n°	Date de péremption	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse : Au profit de : Désignation du bien : Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Date d'exigibilité :	22/06/2023	0,00 Euros
N° d'inscription du greffe : n°	prise le 24/11/2021	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse :	24/11/2026	53 319,76 Euros

Pour état conforme aux registres tenu au greffe du tribunal de commerce de Bobigny
Délivré le : 14/04/2023 à 12:01:34
Etat du chef de :
Requis par :

Le greffier

3 / 5

Au profit de :
Désignation du bien : HP
Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non
Observations : DATE EXPIRATION: 10.04.2024

Etat des inscriptions de privilège du trésor

Articles 2328 quant au code général des impôts, 396 bis du code général des impôts, annexe 2, 779 bis du code des douanes et R. 523-2, 13° du code de commerce

N° d'inscription national : n°	Date de péremption	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse : Au profit de : Renouvellement : Annulé et remplacé :	01/02/2027	731 776,51 Euros

Etat des inscriptions de privilège de la sécurité sociale et régimes complémentaires

Articles L. 243-5, R. 243-46 du code de la sécurité sociale et R. 523-2, 14° du code de commerce

N° d'inscription du greffe : n°	Date de péremption	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse : Au profit de :	12/11/2024	85 559,97 Euros
N° d'inscription du greffe : n°	prise le 11/09/2022	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse : Au profit de :	11/02/2025	47 093,93 Euros
N° d'inscription du greffe : n°	prise le 10/11/2022	Montant garanti
Contre (débiteur/constituant) : Adresse : Au profit de :	12/05/2025	114 233,03 Euros

Pour état conforme aux registres tenu au greffe du tribunal de commerce de Bobigny
Délivré le : 14/04/2023 à 12:01:34
Etat du chef de : VAUBAN SANTE SAS, 135 Avenue Vauban 93100 Livry-Gargan
Requis par : VAUBAN SANTE SAS

Le greffier

Vérifiez l'état d'endettement d'une entreprise :

4 / 5

N° d'inscription du greffe : n°	prise le 10/02/2023	Montant garanti
N° d'inscription national : n°	Date de péremption : 11/08/2025	
Contre (débitur/constituant) :		21 869,17 Euros
Adresse :		
Au profit de :		
N° d'inscription du greffe : n°	prise le 28/03/2023	Montant garanti
N° d'inscription national : n°	Date de péremption : 29/09/2025	
Contre (débitur/constituant) :		652 772,00 Euros
Adresse :		
Au profit de :	URSSAF ILE DE FRANCE, 21-29 Rue JEAN JACQUES ROUSSEAU 93100 Montreuil	
N° d'inscription du greffe : n°	prise le 28/03/2023	Montant garanti
N° d'inscription national : n°	Date de péremption : 29/09/2025	
Contre (débitur/constituant) :		754 171,00 Euros
Adresse :		
Au profit de :	URSSAF ILE DE FRANCE, 21-29 Rue JEAN JACQUES ROUSSEAU 93100 Montreuil	

État des inscriptions de warrants agricoles
 Articles L. 342-4, R. 342-1 du code rural et de la pêche maritime et R. 521-2, 35° du code de commerce

Avertissement :

- Le présent état ne révèle que les inscriptions prises à compter du 01/01/2023.
- Les publicités prises antérieurement au 01/01/2023 demeurent inscrites dans les registres tenus par les tribunaux judiciaires compétents pour les recevoir jusqu'en 31/12/2023.

Néant

État des inscriptions d'opérations de crédit-bail en matière mobilière
 Articles L. 313-10, R. 313-4 du code monétaire et financier et R. 521-2, 16° du code de commerce

N° d'inscription du greffe : n°	prise le 02/09/2020	Montant garanti
Contre (débitur/constituant) :		
Adresse :		
Au profit de :		
Désignation du bien :		0,00 Euros
Existence d'autres dispositions particulières entre les parties :	Non	
Date d'expiration :	26/08/2025	

Pour état conforme aux registres tenus au greffe du tribunal de commerce de Bobigny
 Délivré le : 14/03/2023 à 12:03:34
 Etat du chef de :
 Requis par :

Le greffier

5 / 5

État des inscriptions de protêts et certificats de non-paiement
 Articles L. 511-56, R. 511-4 du code de commerce, R. 531-49 du code monétaire et financier

Néant

État des inscriptions de prêts et délais
 Articles L. 622-17, 18, 2° et 3°, L. 632-14, R. 632-14 et R. 631-20 du code de commerce

Néant

État des inscriptions de warrants autres qu'agricoles
 Articles L. 523-3 et R. 524-1 du code de commerce (drogiste)

Néant

État des inscriptions de nantissements judiciaires de parts de sociétés civiles
 Articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 (ibrogé)
 Article R. 552-3 et s. du code des procédures civiles d'exécution

Avertissement :

- L'information d'un nantissement judiciaire de parts de société civile publié après le 1er janvier 2022 nécessite la consultation des actes déposés en amont du RCS du siège de la société dont les parts sont nanties.

Néant

Pour état conforme aux registres tenus au greffe du tribunal de commerce de Bobigny
 Délivré le : 14/03/2023 à 12:03:34
 Etat du chef de : VILIBAN SANTÉ SAS, 135 Avenue Voltaire 93890 Lierzy-Gargan
 Requis par : VILIBAN SANTÉ SAS

Le greffier

Comment avoir une vision globale d'un portefeuille d'entreprises ?

POSER UNE SURVEILLANCE :

Se tenir informé des mouvements de son environnement d'affaires.
Vous êtes informés automatiquement, dès qu'il y a une mise à jour sur :

- Extrait K-Bis
- Bilan
- Tout acte de société déposé au greffe
- Toutes les mises à jour de l'état d'endettement :
privilèges de sécurité sociale et des régimes complémentaires, privilèges du Trésor public, ...
- Eventuelles procédures collectives

infogreffe Rechercher... Documents Formalités Services Aide **Se connecter**

[< Revenir aux résultats de recherche](#) Accueil > Rechercher une entreprise > **Entreprise : Infogreffe, 338 885 718**



INFOGREFFE

SIREN : 338 885 718 *Inscrite au R.C.S CRETEIL*

N°TVA intracommunautaire : Non disponible

Siège social : 5-7 Avenue de Paris, 94307 Vincennes Cedex

[Partager la fiche](#) [Imprimer la fiche](#)

[Poser une surveillance](#)

[Commander un Kbis](#)





La plateforme Infogreffe.fr pour répondre aux enjeux de conformité des professionnels du droit

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Accès au registre des bénéficiaires effectifs sur Infogreffe.fr :

Accès au registre des bénéficiaires effectifs sur infogreffe.fr

La diffusion des informations sur les bénéficiaires effectifs se fait à partir de l'onglet "Bénéficiaires Effectifs" de la fiche entreprise. **Les documents seront téléchargeables uniquement si l'entreprise a déclaré ses bénéficiaires effectifs.**

Si l'entreprise n'a jamais déclaré ses bénéficiaires effectifs, le téléchargement n'est pas disponible

Fiche d'une entreprise avec le bénéficiaire effectif :

The screenshot shows the infogreffe website interface. At the top, there is a search bar with the text 'Rechercher...' and a magnifying glass icon. To the right of the search bar are navigation links: 'Documents', 'Formalités', 'Services', 'Aide' (with a question mark icon), and a shopping cart icon. A yellow button labeled 'Se connecter' is also present. Below the navigation bar, there is a breadcrumb trail: '< Revenir aux résultats de recherche > Accueil > Rechercher une entreprise > Entreprise : Infogreffe, 338 885 718'. Below the breadcrumb trail is a horizontal menu with tabs: 'Identité', 'Documents', 'Dirigeants', 'Bénéficiaires effectifs' (highlighted in yellow), 'Analyse financière', and 'Établissements'. Below the menu, the section title 'Bénéficiaires effectifs' is displayed, followed by a link 'Signaler une divergence'. At the bottom of the section, there are two dark blue buttons: 'Télécharger l'extrait pour grand public' and 'Télécharger la copie intégrale pour les assujettis'.

Extrait grand public

Extrait intégral réservé pour les professionnels assujettis

Portail de signalement des divergences des bénéficiaires effectifs :

registrebeneficiaireseffectifs.infogreffe.fr/connexion

Identification

Bonjour,
Pour accéder au portail de signalement de divergences des Bénéficiaires Effectifs, merci de vous identifier



Adresse email

Mot de passe

[Mot de passe oublié ?](#)

CONNEXION

[Vous n'avez pas de compte ? Créer](#)

Des solutions clefs en main pour vous accompagner dans vos enjeux de conformité :

Solutions KYC

Les données et documents que nous vous mettons à disposition sont les suivants (liste non-exhaustive) :

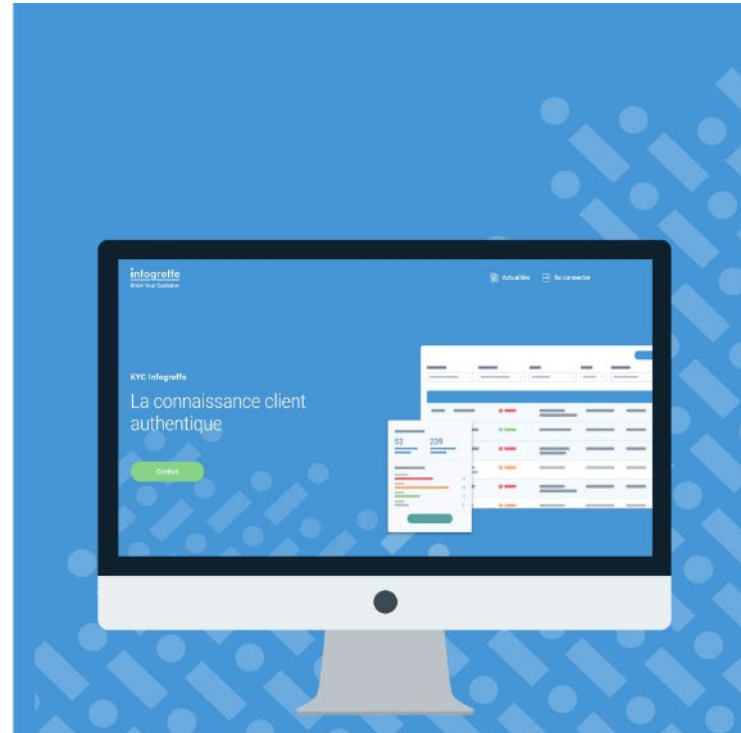
- Extraits Kbis,
- Actes et Statuts,
- Bénéficiaires Effectifs,
- Comptes Annuels,
- Dirigeants,
- Porteurs de parts,
- Procédures Collectives.

Solutions proposées:

- Remédiation,
- Web Service,
- Surveillance permanente de vos tiers.

Des solutions clefs en main pour vous accompagner dans vos enjeux de conformité :

KYC infogreffe
La connaissance client authentique




Des solutions clefs en main pour vous accompagner dans vos enjeux de conformité :

Surveillance permanente de vos tiers

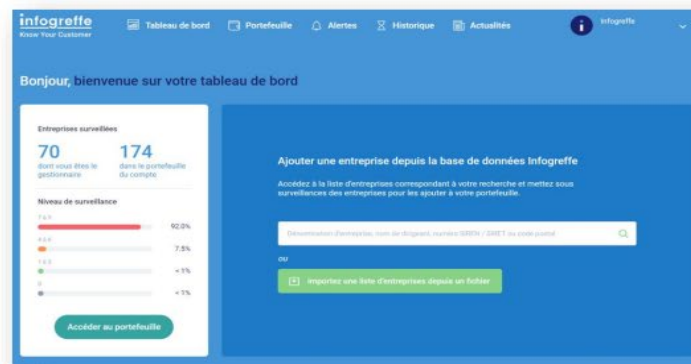
2. Portail « KYC INFOGREFFE »

Surveillance d'un portefeuille de SIREN via un portail web.

 Documents disponibles :
Kbis, Actes et Statuts, Bénéficiaires Effectifs (accessible uniquement aux assujettis de la LCB-FT selon l'article L561-1 du CMF), Comptes annuels, y compris Comptes confidentiels (selon éligibilité)

Avantages

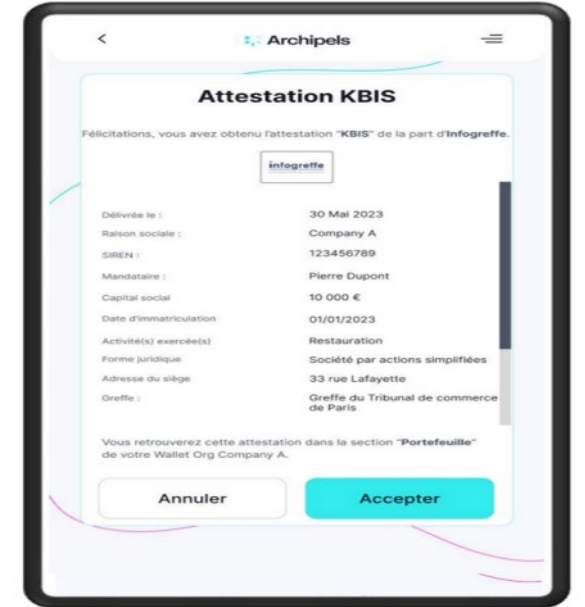
- Plateforme intuitive,
- Gestion autonome :
 - Des mises sous surveillance de manière unitaire et en masse via un fichier « csv »,
 - Des comptes utilisateurs,
 - Des niveaux de surveillance (selon vos règles de gestion interne).
- Réception d'une alerte dans le cas d'une modification d'un document et/ou nouvelle déclaration,
- Export d'un fichier « csv » recensant la liste des alertes reçues,
- Export des documents d'une entreprise dans un fichier « zip »,
- Archivage des documents pendant 5 ans.



Le wallet d'identité (personne morale) : enjeux de conformité de demain

- ✓ Infogreffe et membre du Consortium EWC de la Commission Européenne
- ✓ Partenariat avec Archipels
- ✓ Renforcer et sécuriser les échanges entre les acteurs économiques, notamment au sein de l'UE.

- ✓ Le Parlement européen a approuvé, le 29 février 2024, une proposition de modification du règlement eIDAS.
- ✓ Le Conseil des Ministres de l'UE doit à présent approuver le texte pour son entrée en vigueur.





Comment gérer les assemblées générales, mouvements de titres et les différents registres légaux de vos clients?

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Nos fonctionnalités

GESTION DES TITRES ET PARTS SOCIALES

- Création des titres
- Mouvements et Registre
- Documentation juridique
- Table de capitalisation

ASSEMBLÉES EN LIGNE

- Tout type d'assemblées
- Convocation électronique
- Vote ajusté aux détentions
- Feuille de présence
- PV dématérialisé

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

- Workflow complet de signature eIDAS

REGISTRES OBLIGATOIRES

- Tous les registres des délibérations et des décisions
- Registre de présence
- Registres sociaux (RUP, DUER...)

COFFRE FORT ÉLECTRONIQUE

- Stockage cloud souverain français
- Norme CCFN



Les plus de Axiocap

Une gestion des titres poussée

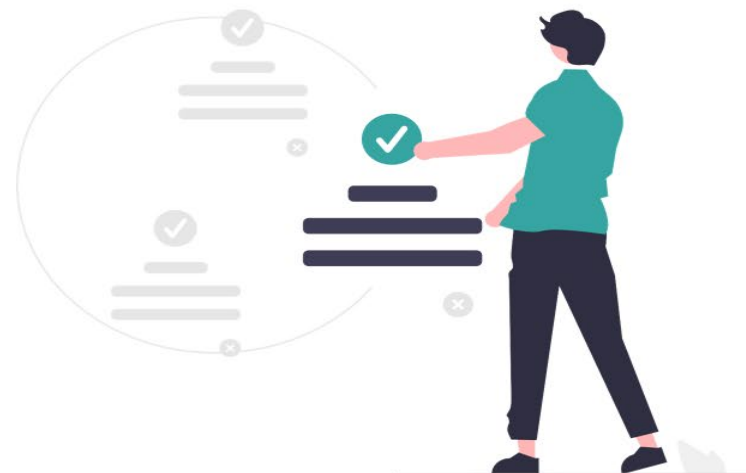
- Table de capitalisation dynamique : vision de l'actionnariat dans le temps
- Gestion de vesting : configuration individuelle par titres
- Contrôle de cohérence au niveau des titres : L'application contrôle la cohérence des détentions de titres. Les erreurs de mouvements sont impossibles
- Simulateur de levée de fonds et de versement de dividendes

Droits de vote ajustés aux détentions

- Les droits politiques de chaque actionnaire sont calculés en fonction des valeurs mobilières qu'ils détiennent

La connexion à Infogreffe

- KBis
- Mise à jour automatique des données société



Données sécurisées et souveraines

- **Une garantie de confidentialité et de souveraineté** des données de par le statut des Greffes de Tribunaux de Commerce.
En leur qualité d'officiers ministériels ils respectent une stricte confidentialité et s'astreignent à l'inconnaissabilité des données privées des entreprises qu'ils gèrent.
- **La Signature électronique avancée eIDAS** est intégrée à toutes les étapes du workflow documentaire, et permet de signer à distance tous documents juridiques (Contrats, PV, Formalités...)
- Vos données sont stockées dans un **coffre-fort numérique**, sur un **cloud souverain** français, sécurisé et certifié aux normes CCFN (NF Z42-020) avec **horodatage** et archivage de chaque inscription
- La certification NF 203 CCFN garantit la **réversibilité** des données
- Droits d'accès paramétrables, ajoutez des utilisateurs sans limite !



Données sécurisées et souveraines

- **Une garantie de confidentialité et de souveraineté** des données de par le statut des Greffes de Tribunaux de Commerce.
En leur qualité d'officiers ministériels ils respectent une stricte confidentialité et s'astreignent à l'inconnaissabilité des données privées des entreprises qu'ils gèrent.
- **La Signature électronique avancée eIDAS** est intégrée à toutes les étapes du workflow documentaire, et permet de signer à distance tous documents juridiques (Contrats, PV, Formalités...)
- Vos données sont stockées dans un **coffre-fort numérique**, sur un **cloud souverain** français, sécurisé et certifié aux normes CCFN (NF Z42-020) avec **horodatage** et archivage de chaque inscription
- La certification NF 203 CCFN garantit la **réversibilité** des données
- Droits d'accès paramétrables, ajoutez des utilisateurs sans limite !



La collaboration sécurisée de tous les acteurs du parcours juridique

La dataroom est paramétrable : les collaborateurs internes et externes peuvent travailler en commun sur les documents juridiques, stockés en un lieu unique sécurisé



Ils peuvent signer les documents et suivre l'avancement des signatures



La dataroom est intelligente : elle relie les documents juridiques aux fonctionnalités associées (registres, titres, PV, etc.)



Téléverser le fichier dans le coffre-fort



Envoyer pour signature depuis celui-ci



Le fichier revient signé où vous voulez



axiocap
avec infogreffe



Comment accompagner vos clients dans l'identification et la recherche d'aides et de financements publics?

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Mes Aides Publiques Infogreffe : un portail dédié pour les professionnels du droit

Webinaire MAPI pour les Experts-Comptables et Avocats 📅 Tous les mardis, 11h30 - 12h00 (30min. ⌚) [Je m'inscris !](#) ✕

Mapi Espace Expert

[Nos tarifs & FAQ](#) [Je suis une Entreprise](#)

[Se connecter](#) 👤

[Réserver une démo \(30min. 📅\)](#)

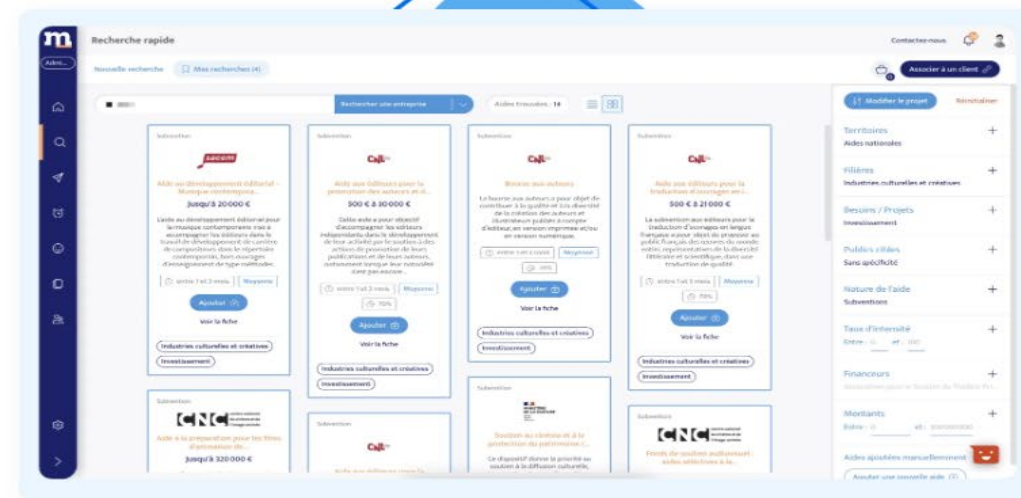
[Commencer maintenant](#) →

Proposez une **offre rentable** en connectant vos clients avec

+10 000 Aides Publiques !

- ✓ Une offre de service riche et validée par nos utilisateurs Experts-Comptables, Avocats et Experts en financement
- ✓ Économisez 540 € avec 5 SIRET Premium offerts au démarrage

[Commencer maintenant, économiser 540 €](#) →




Mes Aides Publiques Infogreffe : un portail dédié pour les professionnels du droit

- ✓ Toutes les fonctionnalités de l'outil sont en marque blanche pour que vous puissiez accompagner vos clients
- ✓ Génération d'un rapport aux couleurs de votre Cabinet
- ✓ Outils d'analyses construits en lien avec les financeurs publics
- ✓ Webinaire de démo, tous les mardis de 11h30 à 12h



 **Tous les mardis, 11h30 - 12h00 (30min. ⌚)**

Afin d'anticiper au mieux la démonstration de l'outil, je vous invite à remplir les 5 champs ci-dessous. Je vous envoie le lien d'accès pour la démo de mardi prochain directement dans votre boîte mail ! 

Prénom *

Nom *

E-mail *

Nom de l'entreprise *

Profession *

Des questions, des points en particulier à aborder ?

Je reçois le lien d'accès à la prochaine démo



Comment nous contacter?

Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Comment nous contacter?

Sébastien Saillard
sebastien.saillard@infogreffe-siege.fr

Retrouvez Infogreffe dans les mois à venir :

- **La Rencontre des Entrepreneurs de France (Medef) sur le pavillon du Medef Ile-de-France,** les 26 et 27 Aout 2024.
- **Juris'cup à Marseille, le rendez-vous de la rentrée des professionnels du droit,** du 12 au 15 Septembre 2024.
- **Les Rdvs des transformations du droit à Paris,** les 26 et 27 Novembre 2024
- **Impact PME, le rdv annuel de la CPME (Nationale) à Paris,** le 28 Novembre 2024



Jeudi 21 mars 2024
18 h 00 à 19 h 00

Visioconférence



Questions ?





INFOGREFFE.FR

La data mise à disposition des
professionnels du droit

FIN



MERCI POUR
VOTRE ATTENTION